

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 9 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Moselle Décap
Rue du Chemin de Fer
ZAC des Tuileries
57385 Teting-sur-Nied

Références : TETING-SUR-NIED_MOSELLE-DECAP_2023-05-07_RAPVI_MChB_24731
Code AIOT : 0006204908

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2023 dans l'établissement Moselle Décap implanté Rue du Chemin de Fer ZAC des Tuileries 57385 Teting-sur-Nied. L'inspection a été annoncée le 1^{er} mars 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Moselle Décap
- Rue du Chemin de Fer ZAC des Tuileries 57385 Teting-sur-Nied
- Code AIOT : 0006204908
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Moselle Décap est autorisée par arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-154 du 24 mai 2007 à exploiter une installation de décapage de métaux par voies thermiques et chimiques dans son établissement à Teting-sur-Nied. En outre, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels ;
- Action nationale "traitement de surface".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposé (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II	/	Sans objet
2	Désenfumage – Commande des DEFNC	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II	/	Sans objet
3	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 5	/	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 6-I	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 10	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – Dispositif de détection automatique	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 10	/	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 9	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le risque accidentel, notamment :

- Les installations électriques ;
- Les moyens de lutte contre l'incendie ;
- Le confinement des eaux incendie.

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformités aux dispositions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – Présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II
Thème (s) : Risques accidentels - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...]
Constats : L'activité de traitement de surface est réalisée dans un atelier dédié. L'inspection a constaté la présence de 2 trappes de désenfumage au niveau de la partie haute de cet atelier. La surface géométrique de ces évacuations des fumées représente 1,02% (4.68 m ² pour 456 m ²) et, est, par conséquent, supérieure à 1% de la superficie. L'inspection n'a pas de remarque à formuler.
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Désenfumage – Commande des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 3.II
Thème (s) : Risques accidentels - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Lors de la visite de contrôle, l'exploitant précise que les dispositifs d'évacuation de fumées sont équipés d'une commande automatique thermo-fusible qui est vérifiée annuellement. Cette vérification est reportée sur le registre de sécurité, présenté à l'inspection le jour de la visite. Une commande d'ouverture manuelle desdits dispositifs est présente à proximité de l'accès à l'atelier.
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 5
Thème (s) : Risques accidentels - Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant a présenté le contrôle des installations électriques, effectué par un organisme agréé, du 13 septembre 2022. Ce rapport ne révèle pas de non-conformité et précise que les équipement sont mis à la terre. L'exploitant a indiqué effectuer un contrôle de ses installations électriques annuellement, la date des vérifications et les réparations électriques antérieures ont été reportées dans le registre de sécurité et présenté à l'inspection le jour de la visite.
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques – Chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 6-I
Thème (s) : Risques accidentels - Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les bains de traitement ne sont pas chauffés. La prescription ne s'applique pas.
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte incendie – Moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 10
Thème (s) : Risques accidentels - Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni le plan de répartition des extincteurs, l'installation est dotée de : <ul style="list-style-type: none">• 10 extincteurs à poudre ;• 5 extincteurs à eaux avec additifs ;• 3 extincteurs à CO₂ ; répartis selon les risques spécifiques recensés par l'exploitant. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les extincteurs sont situés à proximité des dégagements, et sont bien visibles et facilement accessibles. L'exploitant a également présenté le rapport de vérification des moyens incendies effectué le 30 mai 2022, et a indiqué que la fréquence de la vérification périodique des moyens de lutte incendie est annuelle. Les dates des visites et entretiens périodiques sont reportés dans le registre de sécurité et n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte incendie – Dispositif de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 10
Thème (s) : Risques accidentels - Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'inspection a constaté que les installations disposent d'un système automatique de détection incendie installé : <ul style="list-style-type: none">- dans les locaux où sont stockées les substances dangereuses ;- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ;- dans la zone de stockage des produits finis ;- dans les bureaux. <p>Le système de détection est contrôlé annuellement, les vérifications et les opérations de maintenance sont consignées dans le registre de sécurité, présenté à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a précisé que la détection d'un incendie actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site et que celle-ci déclenche également l'arrêt automatique des systèmes d'aspiration ainsi que l'arrivée de gaz du site. L'inspection a constaté que la société Moselle Décap bénéficie d'un gardien présent sur le site en permanence.</p> <p>Selon l'exploitant, le gardien est formé et dispose des consignes à appliquer en cas d'accident ou d'incendie définies par l'exploitant. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les consignes à respecter en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant a également précisé à l'inspection des installations classées que l'alerte incendie peut-être donnée depuis :</p> <ul style="list-style-type: none">• un téléphone fixe dans les bureaux de la société ou dans le logement du gardien en dehors des heures ouvrées ;• un téléphone portable depuis le hall de traitement, ou la zone de stockage. <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les consignes en cas d'incendie ainsi que les numéros d'urgence suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Pompiers ;• Police ;• SAMU ;• Hôpital de Saint-Avold ;• Urgences ;• Centre anti-poison de Metz ; <p>sont affichés dans les bureaux, le hall de traitement et la zone de stockage.</p>
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement des eaux incendie – Dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 9
Thème (s) : Risques accidentels - Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques, quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. [...]</p> <p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'installation dispose d'un bassin de confinement d'un volume de 30 m³, associé à un confinement sur l'aire imperméabilisée de son site de 260 m³ soit un volume total de 290 m³. L'exploitant a par ailleurs fourni le calcul D9 dimensionnant le volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie, il ressort de ce document que le volume de rétention nécessaire est de 244 m³.</p>
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 30 juin 2006, article 9
Thème (s) : Risques accidentels - Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les consignes permettant l'isolement des eaux polluées ou des eaux incendie. Celles-ci mentionnent l'activation d'une vanne d'isolement. L'inspection a constaté que ces consignes sont affichées à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le dispositif d'isolement était actionnable et signalé. L'exploitant a signifié à l'inspection entretenir la vanne d'isolement et procéder à un essai en moyenne une fois par mois qui est reporté sur un registre, également présenté à l'inspection.</p>
Type de suites proposé : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet